



Photo Credit: Logan Abassi, UN Photo/Flickr

Revue à Mi-Parcours du Programme d'Action d'Istanbul

27-28 MAI 2016, ANTALYA, TURQUIE

CRISES MULTIPLES ET NOUVEAUX DÉFIS & MOBILISATION DES RESSOURCES DEVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES

TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU 4
Domaines prioritaires F et G
29 Mai 2016, 10:00 – 13:00, Salle Atlantic

“Afin d’assurer une croissance économique et un développement équitables, inclusifs et durables dans les pays les moins avancés, il faut renforcer leur résilience et leur capacité gérer les crises et défis émergents et à l’impact du changement climatique.”

Programme d’Action d’Istanbul

FONDEMENT

Comme le point à mi-chemin de la décennie du Programme d’Action d’Istanbul (PAI) pour les PMA approche, un examen de haut-niveau à mi-parcours de sa mise en œuvre sera tenu en Mai 2016 à Antalya, Turquie. La participation sera ouverte à tous les acteurs du PAI et comprendra quatre tables rondes axées sur l’identification de suggestions concrètes

à mêmes de renforcer davantage le partenariat global de développement pour les PMA dans tous les Domaines d’Actions Prioritaires du PAI, afin d’assurer sa mise en œuvre opportune, efficace et complète sur le reste de la décennie, tout en prenant en compte les synergies et cohérences du Programme d’Action d’Istanbul avec les processus globaux, tels que le Programme de Développement Durable à l’Horizon 2030, le Programme d’Action d’Addis Abeba, le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes, et l’Accord de Paris dans la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

CONTEXTE

La Table Ronde de Haut-Niveau sur « Les crises multiples et nouveaux défis, et la mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités » est une opportunité unique de s’engager à accélérer les actions allant dans le sens de la mise en œuvre de:

- **Domaine Prioritaire F du PAI:** Crises Multiples et Nouveaux Défis
- **Domaine Prioritaire H du PAI:** Mobilisation des Ressources pour le Développement et le Renforcement des Capacités

DOMAINE PRIORITAIRE F: CRISES MULTIPLES ET NOUVEAUX DÉFIS

Les PMA restent vulnérables à un certain nombre de chocs, y compris aux crises alimentaires, pétrolières, financières et économiques, et aux catastrophes naturelles, puisque certains d'entre eux doivent faire face aux défis posés par le changement climatique et d'autres à des conflits qui ont érodé les progrès réalisés au cours de la dernière décennie. Afin d'assurer une croissance économique et un développement équitables, inclusifs et durables dans les PMA, il faut renforcer leur capacité à résister aux crises et défis émergents et à l'impact du changement climatique. Dans cette optique, le PAI a défini les objectifs et cibles suivants:

- * Renforcer la capacité des PMA à surmonter les chocs économiques et d'en atténuer leurs effets;
- * Renforcer la capacité des PMA à faire face aux effets néfastes des changements climatiques et de les surmonter, de favoriser une croissance durable et de protéger la biodiversité;
- * Renforcer la capacité des PMA à résister aux dangers naturels afin de réduire le risque de catastrophes.

La crise économique et financière mondiale de 2008 a entraîné des taux de croissance inférieurs dans les PMA. Alors que bon nombre d'entre eux ont réussi à établir des politiques « amortisseurs » par des réserves de change grandissantes et une baisse de la dette publique résultant de l'envolée des produits de base, leurs économies restent vulnérables aux chocs économiques à cause de leur potentiel limité de transformation structurelle. La baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base a aggravé les difficultés provenant de l'absence d'une économie diversifiée et de la dépendance excessive vis-à-vis des industries extractives dans de nombreux PMA. La détérioration de l'équilibre budgétaire révèle une diminution de l'espace budgétaire disponible, nécessaire pour offrir des services vitaux et une protection sociale.

Le ratio moyen du service de la dette sur les exportations est resté bas, et en moyenne, le ratio des réserves totales sur la dette extérieure s'est amélioré, malgré des différences marquées entre les divers pays. L'allègement de la dette a représenté une influence dominante sur le niveau d'endettement de ces pays au cours de la dernière décennie. En 2013, une majorité de pays était déjà sortie de la catégorie des pays pauvres lourdement endettés, et l'allègement de la dette a ensuite joué un rôle de plus en plus limité dans la réduction des ratios de dette. Une vigilance accrue est nécessaire pour repérer en avance les risques financiers et assurer la stabilité de la dette, y compris par des politiques judicieuses de gestion de dette.

Le changement climatique affecte les PMA de manière disproportionnée. Depuis 2010 jusqu'à mi-2013, les populations vivant dans ces pays avaient cinq fois plus de risque de mourir d'une catastrophe liée au climat, que les populations vivant ailleurs. L'urbanisation rapide et l'accroissement démographique signifient également que les pertes humaines et économiques dues aux catastrophes, sont en hausse. Par ailleurs, le taux élevé de pauvreté exacerbe leur vulnérabilité face au changement climatique.



Timor-Leste.

Photo: Martine Perret, UN Photo/Flickr



République démocratique du Congo.

Photo: Flore de Preneuf, World Bank/Flickr

La désertification, l'érosion du littoral, les sécheresses et les inondations, la fonte des glaciers et la hausse du niveau de la mer affectent sans commune mesure les PMA. La capacité adaptative ou de résilience concernant le changement climatique sont déterminées par un ensemble complexe de facteurs sociaux, économiques et institutionnels. Les PMA ont besoin de soutien financier et technologique pour s'adapter au changement climatique. Une somme de 248 millions de dollars a récemment été promise par 11 donateurs au début de la 21^{ème} session de la Conférence des Parties, représentant une impulsion indispensable pour dénouer le retard pris dans l'exécution de 35 projets relatifs à l'adaptation climatique dans les PMA, ayant déjà été approuvés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), mais pour lesquels les ressources n'étaient pas disponibles.

Sans les ressources adéquates pour l'adaptation, l'impact dévastateur du changement climatique dans les PMA menace de défaire leurs progrès sociaux et économiques. Afin de financer leurs besoins d'adaptation, il faudra une augmentation substantielle du financement public international, particulièrement sous la forme de subventions, toutefois sans exclure d'autres formes de financements concessionnels. De plus, le développement et le transfert de la technologie, le renforcement des capacités et la transparence des actions et du soutien sont nécessaires.

Les dégâts des catastrophes naturelles sont beaucoup plus graves dans les PMA, particulièrement dans les Petits Etats Insulaires en Développement. Beaucoup de PMA continuent de faire face à la désertification, y compris l'assèchement des puits, ce qui exacerbe les défis du manque d'eau. La hausse importante des sécheresses saisonnières et la plus grande fréquence des feux de forêts ont eu un impact négatif sur les PMA. Beaucoup de ces pays ont conçu et mis en œuvre des stratégies nationales de réduction des catastrophes et les ont intégrées dans leurs plans de développement nationaux.

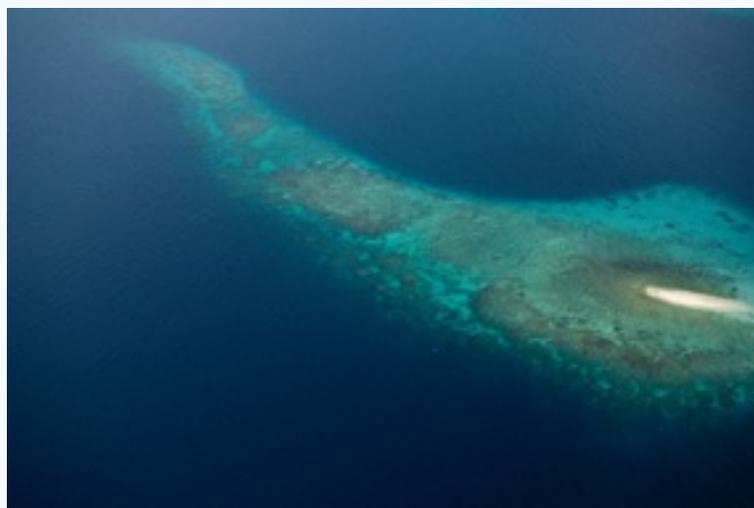
Les catastrophes naturelles élargissent souvent la dette publique en déclenchant plus d'emprunts à cause de la baisse des revenus ou de l'augmentation des dépenses, intensifiant ainsi les pressions sur la balance des paiements. De plus, de nombreux PMA souffrent gravement de pertes économiques grandissantes dues aux catastrophes naturelles, puisque la plupart des pertes restent sans assurance et que les gouvernements n'ont pas de réserves financières, ni d'accès suffisant et rapide à un financement de contingence qui pourrait leur permettre d'absorber les pertes, de se rétablir et de reconstruire.

Un fort engagement est nécessaire pour mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le Changement Climatique et pour construire la résilience des pauvres et de ceux en situations précaires, et de réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux événements extrêmes liés au climat et à d'autres chocs et catastrophes économiques, sociaux et environnementaux. Les mécanismes pour renforcer, dans les PMA, les capacités pour une planification et une gestion efficace liées au changement climatique, particulièrement un accent sur les femmes, les jeunes et les communautés locales et marginalisées, devrait être mis en avant. Du soutien est nécessaire pour la formulation de plans nationaux des PMA tournés vers un sentier de croissance économique à faibles émissions de carbone. Il y a un besoin de mise en œuvre effective des engagements sur le Fonds Vert pour le Climat et pour un accès simplifié et prioritaire pour les PMA de tous les fonds liés au changement climatique.



Kiribati.

Photo: Eskinder Debebe, UN Photo/Flickr



Iles Solomon.

Photo: Eskinder Debebe, UN Photo/Flickr

DOMAINE PRIORITAIRE H DU PAI: MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le manque de ressources financières est l'un des plus grands obstacles auxquels sont confrontés les PMA pour atteindre une croissance maintenue, inclusive et équitable, un développement durable et un avancement vers la sortie de la catégorie des PMA.

1 MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES

Le ratio taux d'épargne intérieure sur le PIB dans les PMA est passé de 17 pour cent en 2001-2010 à 20 pour cent en 2014. Le ratio entre les recettes publiques, excluant les subventions, sur le PIB est passé de 13 pour cent à 16 pour cent au cours de la même période. Bien que la mobilisation des ressources nationales se soit améliorée, le niveau actuel est bien en-deçà des exigences et du potentiel des PMA.

2 AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Après une augmentation en 2013, les transferts bilatéraux d'aide publique au développement (APD) ont brusquement chuté en 2014, atteignant 43.7 milliards de dollars, soit une baisse de 9.3 pour cent en termes réels par rapport au niveau de 2013. Les transferts d'APD vers les PMA en 2014 étaient toujours en-dessous du niveau atteint en 2008, avant la crise économique mondiale. En termes de perspectives, il y a des indications montrant que ces tendances à la baisse de l'aide pourraient être inversées. Une enquête sur les plans de dépenses des pays donateurs jusqu'en 2018 suggère que l'aide programmable par pays pourrait augmenter dès 2015.

En 2014, un total de 8 donateurs du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) (la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord) ont atteint l'objectif de déboursier au moins 0.15 pourcent de leur revenu national brut (RNB) en APD aux PMA. Ce nombre est en baisse comparé aux 9 pays en 2013 et les 10 en 2011. Cependant, des engagements à fournir une aide non liée doivent encore être réalisés, avec 13 pour cent de l'APD acheminée vers les PMA en 2013 encore sujette à des contraintes concernant les fournisseurs dans les pays donateurs. De plus, les défis liés à la fragmentation et la prévisibilité d'une telle aide persistent encore.

3 DETTE EXTERIEURE

En 2014, le total de la dette extérieure des PMA s'élevait à 217 milliards de dollars, soit une augmentation de 8.8 pour cent en comparaison avec 2013. Les réserves internationales ont augmenté de 6.1 pour cent pour atteindre 76.3 milliards de dollars, contribuant ainsi à élever la couverture des réserves pour les dettes à court-terme de 539.5 pour cent en 2013 et à 550.2 pour cent en 2014. Malgré la hausse du montant total de la dette, le ratio de la dette au PIB est resté stable à 24.7 pour cent en 2014, presque le même niveau qu'en 2013. Afin d'éviter des situations de dettes insoutenables, de nouvelles tentatives pour la restructuration de la dette souveraine doivent être considérées.

4 FOREIGN DIRECT INVESTMENT

Les flux d'investissements étrangers directs (IDE) vers les PMA ont augmenté de 4.1 pourcents en 2014 pour atteindre 23.2 milliards de dollars. Ces investissements sont concentrés dans des projets d'investissement en installations nouvelles. Environ la moitié de tous les investissements en installations nouvelles dans ces pays en 2014, provenait de pays développés. A la suite d'une très forte croissance entre 2005 et 2010, les flux d'IDE vers les PMA sont restés largement constants au cours des cinq dernières années, représentant 1.9 pourcent des IDE mondiaux.

Les flux entrants d'investissements étrangers directs sont concentrés dans quelques pays, avec cinq pays représentant 58 pour cent du total de 2014 : le Mozambique (4.9 milliards de dollars), la Zambie (2.5 milliards de dollars), la République Démocratique du Congo (2.1 milliards de dollars), la République Unie de Tanzanie (2.1 milliards de dollars) et la Guinée Equatoriale (1.9 milliard de dollars). La République démocratique populaire du Laos et le Myanmar ont connu une forte hausse des IDE, de respectivement 69 et 62 pour cent. En 2014, les IDE en installations nouvelles dans l'exploitation minière, l'exploitation de carrières et le pétrole ont à nouveau augmenté ; bien que les IDE dans le secteur des services aient décliné, il demeure le secteur attirant le plus d'investissements. L'investissement en installations nouvelles dans la manufacture était le plus bas, reflétant une transformation structurelle limitée. Pour les PMA, il est important d'attirer non seulement plus d'IDE, mais surtout des IDE qui contribuent à leur transformation structurelle, à la création d'emplois et à une croissance équitable et durable.

5 ENVOIS DE FOND

Les flux des envois de fonds vers les PMA sont passés de 25.47 milliards en 2010 à 35.8 milliards de dollars en 2014. Le coût des envois demeure un défi. Dans certains des corridors, les coûts des envois de fonds demeurent exorbitants, particulièrement vers les pays africains, en partie à cause d'une compétition limitée entre les prestataires de services. L'introduction des services de transfert d'argent a quelque peu réduit les coûts des envois de fonds, qui ont diminué de deux points de pourcentage pour se situer à 7.7 pour cent en 2015, en comparaison avec 2009, mais la pratique doit encore être généralisée dans de nombreux pays. De tels services présentent aussi des défis liés, entre autres, aux garanties de sécurité et fiabilité et au niveau d'alphabétisation nécessaire à leur usage.

6 A L'AVENIR

Une base de ressources nationales est importante pour un progrès rapide et soutenu et un développement économique à long-terme. Il y a aussi un besoin d'augmenter les recettes administratives en intégrant l'économie informelle à l'économie formelle et grâce à des systèmes de taxation progressifs, une politique fiscale améliorée et une collecte des impôts plus efficace. Dans cette perspective, les partenaires de développement devraient renforcer la coopération internationale pour soutenir les efforts dans le renforcement des capacités des PMA et les assister pour faire face aux prix des transferts et pour prévenir les flux financiers illicites.

La récente diminution de l'APD dirigée vers les PMA est un sujet très préoccupant, et il y a un besoin de réalisation efficace des engagements de l'APD, en ligne avec le Programme d'Action d'Addis-Abeba, par exemple offrir au moins 0.20 pourcent d'aide publique au développement / revenu national brut aux PMA et allouer au moins 50 pourcents de l'aide publique au développement aux PMA, au vu de leur grande dépendance sur l'APD comme source de financement pour le développement.

Les principes pour l'efficacité de l'assistance et du développement, y compris la prévisibilité et la transparence, l'harmonisation, la responsabilisation des pays, et l'aide non liée devraient être maintenus. L'impact de l'APD aura un effet multiplicateur, si plus d'APD est dirigée vers le secteur productif et si elle est utilisée pour exploiter plus de ressources, y compris des ressources domestiques et des IDE.

La coopération Sud-Sud fait part intégrale de l'architecture du développement mondial. Elle continue à jouer un rôle important et crucial en soutenant les aspirations des PMA de croissance économique et de développement durable. L'avantage que la coopération Sud-Sud peut apporter, y compris dans les domaines du renforcement des capacités, de la coopération technique, de transfert approprié des technologies, de même que, grâce à l'exploitation et la mobilisation des ressources, est reconnu par la communauté internationale.



Zambie.

Photo: Margaret W. Nea, Bread for the World/Flickr



Niger.

Photo: Gustave Deghilage/Flickr

OBJECTIF

L'objectif de cette Table Ronde de Haut-Niveau est de réunir des leaders mondiaux afin de faire face à ces défis, de trouver des suggestions concrètes et d'assurer des engagements fermes pour réaliser le PAI et ses Domaines F et G.

En particulier, la table ronde cherchera des suggestions concrètes et des engagements de la part des leaders sur des questions telles que:

- * Comment peut-on s'appuyer sur l'intersection entre le PAI, the Programme d'Action d'Addis Abeba et de l'Accord de Paris pour renforcer la résilience des PMA aux chocs environnementaux et aux catastrophes naturelles ?
- * Que peut-il être fait, par les PMA et leurs partenaires au développement, pour améliorer le renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources domestiques ?
- * Comment peut-on renforcer le partenariat mondial pour le développement des PMA, tout en leur assurant le plus haut niveau d'aide au développement, et comment peut-on identifier de nouvelles sources de financement pour le développement ?
- * Comment peut-on promouvoir davantage la coopération Sud-Sud, en complément à la coopération Nord-Sud ?
- * Quelles promesses d'engagements peuvent être faites pour renforcer les capacités dans la collecte et le traitement des informations à temps et exactes afin de renforcer la mise en œuvre et le suivi du Programme d'Action d'Istanbul et des Objectifs de Développement Durable, et pour promouvoir l'imputabilité?

En répondant à ces questions, il sera attendu des leaders prenant part aux tables rondes qu'ils partagent les meilleures pratiques et leçons apprises et qu'ils offrent des idées et des promesses d'engagements susceptibles de permettre l'opérationnalisation du PAI et d'aider à améliorer les ressources financières et techniques disponibles pour les PMA et les aider à construire leur résilience à divers chocs.

La Table Ronde de Haut-Niveau de l'Examen à Mi-Parcours est aussi une opportunité pour bénéficier d'une impulsion politique et de l'engagement de leaders en faveur de l'atténuation et l'adaptation des PMA aux chocs, et augmenter le soutien financier et technique en leur faveur. Cet événement offrira une plateforme pour donner plus de visibilité aux succès, présenter les meilleures pratiques et identifier les principes-clés et les variables pour le succès de ces domaines du PAI.



Afghanistan. Photo: Farzana Wahidy, UNDP Afghanistan/Flickr



Madagascar. Photo: Adam Rogers, UNCDF/Flickr